



Direction des Achats, de la Logistique et de l'Hôtellerie
Tél. 03 87 55 79 86

CHR Metz-Thionville
Hôpital de Mercy
1, Allée du Château – CS 45001
57085 Metz Cedex 03

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (C.C.P)

Marché de fournitures courantes et services

*Etabli en application du Code de la Commande Publique et selon les dispositions du Cahiers des
Clauses Administratives Générales des Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G NOR :
ECOM2106868A)*

PRESTATIONS D'INTERPRETARIAT LINGUISTIQUE DANS LE DOMAINE DE LA SANTE

La procédure de consultation utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert européen en application de l'article R. 2124-2 du code de la commande publique.

Date et heure limites de réception des offres : Le 14 février 2025 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES	3
ARTICLE 2- OBJET, FORME ET DUREE DU MARCHE	3
2-1 – OBJET DE LA CONSULTATION	3
2-2 - FORME DU MARCHE ET MODE DE PASSATION	3
2-3 - DUREE DU MARCHE	3
ARTICLE 3- ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 4- CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	4
4-1 – DEFINITION, MODALITE ET CONDITION D’EXECUTION DES PRESTATIONS COMMUNES AUX 4 LOTS :	4
4-2 – DEFINITION, MODALITES ET CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS SPECIFIQUES A CHAQUE LOT :	4
4-3 – DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES	5
ARTICLE 5- DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
5-1- PIECES PARTICULIERES	5
5-2- PIECES COMMUNES	5
ARTICLE 6- MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	6
6-1 - CONTENU DES PRIX	6
6-2 FORME DES PRIX	6
ARTICLE 7- PRESENTATION DES FACTURES – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT – MODE DE REGLEMENT – INTERETS MORATOIRES	7
7-1- PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	7
7-2- DELAI DE PAIEMENT	7
7-3- SUSPENSION DU DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	7
7-4- INTERETS MORATOIRES	8
ARTICLE 8 – AVANCE FOFAITAIRE – GARANTIE A PREMIERE DEMANDE	8
8-1 - AVANCE FORFAITAIRE	8
8-2 - GARANTIE A PREMIERE DEMANDE	8
8-3 - REMBOURSEMENT DE L’AVANCE FORFAITAIRE	8
ARTICLE 9 – ASSURANCES ET RESPONSABILITES	9
ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 11 - PENALITES DE RETARD – EXECUTION PAR DEFAULT	9
11-1 - PENALITES POUR RETARD	9
11-2 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	10
11-3 - PENALITES EN CAS DE NON-RESPECT DES DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES	10
ARTICLE 12 - RESILIATION	10
ARTICLE 13 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE	10
ARTICLE 14 - JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX	10
ARTICLE 15 - DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES	10

ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES

Le CHR METZ-THIONVILLE personne publique contractante, est représentée par son Directeur Général, Pouvoir Adjudicateur, seul habilité à signer les marchés.

ARTICLE 2- OBJET, FORME ET DUREE DU MARCHÉ

2-1 – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet l'exécution de prestations d'interprétariat linguistique dans le domaine de la santé.

2-2 - FORME DU MARCHÉ ET MODE DE PASSATION

La consultation est passée selon l'appel d'offres ouvert européen en application de l'article R. 2124-2 du code de la commande publique.

Le marché issu de la présente consultation est un accord-cadre à bons de commande tel que prévu par l'article L.2125-1 1° du Code de la Commande Publique.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande au sens de l'article R. 2162-2 alinéa 2 du Code de la Commande Publique.

Le marché est conclu sans minimum et avec un montant maximum fixé à **deux fois le montant estimatif du marché**.

2-3 - DUREE DU MARCHÉ

Le marché sera exécutoire à compter de **sa notification** pour une durée de 12 mois, reconductible trois fois pour des durées de 12 mois chacune. La reconduction est tacite, elle ne peut pas être refusée par le titulaire.

A l'inverse, en cas de non reconduction pour la période de 1 an suivante, le CHR la prononce et la notifie expressément au titulaire du marché avec un préavis de 2 mois avant la date anniversaire. La non reconduction si elle est ainsi prononcée n'ouvre pas droit à indemnisation pour le titulaire.

ARTICLE 3- ALLOTISSEMENT

Le marché est composé de 4 lots répartis comme suit :

- Lot 1 : Traduction orale présentielle (sur tous les sites du CHR)
- Lot 2 : Traduction par téléphone
- Lot 3 : Traduction écrite à destination des patients pris en charge
- Lot 4 : Traduction écrite à caractère scientifique

ARTICLE 4- CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

4-1 – DEFINITION, MODALITE ET CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS COMMUNES AUX 4 LOTS :

↳ Langues demandées :

Au minimum : anglais, anglais pidgin, allemand, italien, albanais, arabe, arménien, bulgare, cambodgien, chinois, croate, espagnol, géorgien, lingala, macédonien, mongole, ourdou, perse, portugais, rom, roumain, russe, tamoul, serbe, syrien, turc, twi, vietnamien.

↳ Autre mode de communication demandé : Braille

4-2 – DEFINITION, MODALITES ET CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS SPECIFIQUES A CHAQUE LOT :

- **Lot 1 Traduction orale et présentielle :**

Les prestations de traduction sont réalisées sur les sites, directement dans les services, au contact des patients et de leur entourage, en présence des équipes soignantes et médicales.

Lieux d'exécution des prestations : tous les sites du CHR (Metz, Thionville, Hayange).

Commandes :

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins selon la méthodologie proposée et retenue par le CHR.

- **Lot 2 : Traduction orale par téléphone :**

La prestation d'interprétariat se réalise par voie orale par téléphone.

Amplitudes horaires :

- 7 jours / 7
- 24 heures / 24

- **Lot 3 : Traduction écrite à destination des patients pris en charge :**

La prestation d'interprétariat se réalise par écrit. Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins selon la méthodologie proposée et retenue par le CHR.

- **Lot 4 : Traduction écrite à caractère scientifique :**

La prestation d'interprétariat se réalise par écrit. Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins selon la méthodologie proposée et retenue par le CHR

4-3 – DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans le cadre de son plan de transformation écologique, l'administration souhaite des prestations et des articles caractérisés par une haute qualité environnementale.

Le titulaire doit pour la réalisation des prestations privilégier les actions en faveur de l'environnement :

Il doit notamment favoriser :

- l'utilisation de logiciels et de matériel informatique à faible consommation électrique ;
- une démarche d'économie circulaire (réemploi, recyclage, ou valorisation de matériaux) en utilisant du matériel informatique reconditionné, qui intègrent des matériaux recyclés ou recyclables et/ ou conçu dans un objectif de durabilité (appareils facilement démontables, réparables, pièces détachées accessibles...).
- le partage du matériel au sein de l'entreprise.

Il doit privilégier la dématérialisation des échanges, l'optimisation des impressions et une gestion des mails et des archives électroniques qui limite la surconsommation liée au stockage des données.

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et sur des supports en papier recyclé ou écolabellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FSC, PEFC ou équivalent).

Le titulaire doit avoir une organisation logistique qui permet de limiter les transports et la consommation d'énergie qu'induit la réalisation des prestations.

Il doit veiller à limiter l'impact des transports des intervenants sur l'environnement en favorisant notamment :

- l'utilisation des transports en commun,
- les modes de transports les plus respectueux de l'environnement (véhicules à faibles émissions, aux normes EURO, modes de transports doux ou alternatifs à la route) ;

Le titulaire doit indiquer dans son offre toutes les actions et innovations en faveur de l'environnement prises dans le cadre du marché.

ARTICLE 5- DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des pièces contractuelles ainsi hiérarchisées en partant du plus important.

5-1- PIECES PARTICULIERES

- l'acte d'engagement (A.E.) constituant l'offre du prestataire et les annexes 1 et 2 ;
- le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Etablissement Public fait seul foi ;
- L'offre technique et financière retenue (BPU lots 1 à 4)
- Les documents RGPD (PROC_0053 et PROC_00054)

5-2- PIECES COMMUNES

La pièce commune suivante n'est pas jointe au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément la connaître, s'y référer et l'accepter :

- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G, arrêté du 30 mars 2021 – NOR : ECOM2106868A.) applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

ARTICLE 6- MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

6-1 - CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, comprenant déplacements, repas et hébergement du titulaire, ainsi que, le cas échéant, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport liés à la prestation, jusqu'au lieu de livraison ou d'installation ; ainsi que d'éventuels frais administratifs (facturation ou autres) et ne doivent pas être liés à un minimum de commande.

Le marché est traité à prix unitaire, les prix seront libellés en Euros.

Les prix proposés doivent comprendre tous les éventuels frais inhérents à la prestation complète (hébergement, restauration, déplacements, communication ...).

De même, tous les équipements ou consommables nécessaires à la réalisation de la mission sont à la charge du candidat.

Aucune facturation supplémentaire ne sera acceptée.

6-2 FORME DES PRIX

Les prix sont fermes pour la première période annuelle du marché (1 an).

Pour les périodes annuelles suivantes, les prix sont révisibles chaque année. Le titulaire en informera le Pouvoir Adjudicateur avec un préavis de 1 mois avant la date anniversaire, par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Le titulaire proposera un BPU révisé selon la formule de calcul ci-dessous. Une fois accepté par les parties, le BPU révisé entre en vigueur à compter du premier jour du mois suivant la révision.

Si aucun réexamen n'est effectué dans le mois précédent la date anniversaire de l'accord-cadre, les prix précédents seront considérés comme les prix en vigueur pour la nouvelle période.

Les prix sont révisibles selon les conditions suivantes :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

Les prix sont fermes pendant la 1ère année d'exécution du marché. Ils sont révisibles une fois par an à compter de la 2ème année d'exécution du marché, par application aux prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0.40 + 0.60 \times (I_1 / I_0)]$$

Où :

P = Prix révisé HT;

P₀ = Prix initial du marché réputé établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro » (de février 2025))

L₁ = dernière valeur connue, en début de l'année considérée, de l'indice **Syntec révisé**.

Cet indice est consultable sur le site Syntec : <http://www.syntec.fr/>

L0 = Valeur initiale de l'indice Syntec révisé, à savoir la dernière valeur connue à la date de notification de l'accord-cadre.

Le coefficient de révision $([0,40 + 0,60 \times (I1 / I0)])$ comporte trois décimales, est arrondi au millième supérieur et est appliqué à chaque prix révisable.

ARTICLE 7- PRESENTATION DES FACTURES – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT – MODE DE REGLEMENT – INTERETS MORATOIRES

7-1- PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures afférentes au marché devront portées, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro de l'ordre de service ;
- les prestations et travaux exécutés ;
- le montant hors T.V.A. ;
- le prix unitaire hors T.V.A ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total TTC ;
- la date d'exécution.
- la date d'envoi de la demande de paiement

Les factures seront établies au fur et à mesure de l'exécution des prestations et / ou de l'émission des bons de commande à l'attention de l'établissement concerné :

Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE
Direction des Achats, de la Logistique et de l'Hôtellerie
1, allée du Château
CS 45001
57085 METZ cedex 3

Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Attention à sélectionner le code SIRET correspondant à chaque établissement.

Etablissements	N° de SIRET	Code service
CHR METZ-THIONVILLE	265.702.803.00510	PREXT

7-2- DELAI DE PAIEMENT

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de 50 jours.

Les factures donneront lieu à paiement dès lors que les services du Pouvoir Adjudicateur ont pu constater le service fait (prestation effectuée correctement).

7-3- SUSPENSION DU DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Toute demande de paiement ne comportant pas l'ensemble des renseignements de l'article 6-1 supra ne pourra être acceptée, et donnera lieu à notification motivée d'un sursis au paiement, adressé par télécopie ou par lettre recommandée AR au fournisseur pour correction.

Au cas où la facture présentée en règlement n'est pas conforme aux prestations exécutées ou n'est pas présentée comme il est indiqué au point 6-1 supra, il sera opposé un sursis de paiement au cocontractant, applicable jusqu'à exécution complète des prestations concernées par la demande de paiement, ou jusqu'à production des pièces justificatives mentionnées au courrier portant sursis de paiement.

7-4- INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 8 – AVANCE FOFAITAIRE – GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

8-1 - AVANCE FORFAITAIRE

L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que le CHR METZ-THIONVILLE pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à 50 000 € H.T., sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus.

L'avance forfaitaire représente un montant de 5% du montant contractuel des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois de validité du marché, soit l'offre du candidat retenu divisée par la durée maximale contractuelle de validité du marché.

8-2 - GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir au C.H.R. la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande auprès d'un Etablissement de crédit mentionné à l'article L.612-1 du code monétaire et financier.

L'Etablissement de crédit s'engage alors à rembourser le CHR METZ-THIONVILLE, dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

8-3 - REMBOURSEMENT DE L'AVANCE FORFAITAIRE

Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65% du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.

Le CHR METZ-THIONVILLE procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

ARTICLE 9 – ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le titulaire du présent marché est responsable des agissements de ses préposés, dans les conditions du droit commun.

Le Titulaire devra justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature causés au tiers du fait d'accident :

- par son personnel salarié en activité sur les différents sites du CHR Metz-Thionville
- par ses matériels d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation
- du fait d'un événement engageant la responsabilité du titulaire.

Il s'engage, sur toute demande faite par le Centre Hospitalier par lettre recommandée avec avis de réception ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande). Nonobstant l'application de ces pénalités, le CHR de Metz Thionville se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute du titulaire en cas de non production persistante des pièces relatives à la police d'assurance.

ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est admise pour ce marché, dans les conditions décrites par la loi n°75.1334 du 31 décembre 1975.

Aucun sous-traitant ne sera admis s'il n'a pas été préalablement agréé par le maître d'ouvrage et si ses conditions de paiement n'ont pas été acceptées par le maître d'ouvrage.

L'intégralité des dispositions contenues dans le présent C.C.A.P. s'imposent aux éventuels sous-traitants.

ARTICLE 11 - PENALITES DE RETARD – EXECUTION PAR DEFAULT

11-1 - PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les dispositions particulières s'appliquent :

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité fixée à 30,00 €

Cette pénalité sera applicable en cas d'un retard de 30 minutes de l'interprète au rendez-vous fixé pour les lots 1 et 2 ainsi qu'en cas d'un retard de 48h à la remise des documents pour les lots 3 et 4.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités seront dues sur les factures émises par le prestataire. Il ne sera pas émis de titre de recette.

11-2 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas d'absence de livraison, de livraison incomplète, de retard, de non remplacement dans les délais accordés, ou d'une fourniture ayant fait l'objet d'un rejet ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur pourra se fournir là où il le jugera utile.

Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge du fournisseur défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard, et cela jusqu'à la livraison effective des produits ou prestations par le tiers fournisseur.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et automatiquement déduite de la prochaine facture mise en paiement à son profit ou récupérée par titre de recettes, au libre choix du responsable de l'établissement. A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profitera pas au titulaire.

11-3 - PENALITES EN CAS DE NON-RESPECT DES DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire doit respecter ses engagements pris dans son mémoire technique concernant les dispositions environnementales sous peine de se voir appliquer une pénalité forfaitaire de 50€ par constat.

ARTICLE 12 - RESILIATION

Il sera fait application des dispositions énumérées dans les articles 38 à 44 du C.C.A.G. sous réserve de la dérogation suivante :

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire du marché ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 13 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame L'inspectrice générale des finances
Rue des Frères LACRETELLE
57070 METZ
tél. : 33 3 87 65 17 60
fax : 33 3 87 65 17 99.
e-mail : T057061@cp.finances.gouv.fr

ARTICLE 14 - JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

La juridiction compétente pour tous contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal administratif de STRASBOURG.

ARTICLE 15 - DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG FCS.

Fait à Metz, le 13 janvier 2025,
La Directrice des Achats, de la Logistique
Et de l'Hôtellerie

Katia REBELO-SEWASTIANOW



